
Compte rendu financier et économique

DEUXIÈME TRIMESTRE 2022-2023

Compte rendu financier et économique
Deuxième trimestre 2022-2023

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Novembre 2022

Couverture :

Bureau du Conseil exécutif, Communications gouvernementales (n° 13371)

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-3023-8



Pensez à recycler!

Message du ministre



Je suis heureux de présenter aux gens du Nouveau-Brunswick le plus récent compte rendu trimestriel de la situation financière et économique de notre province. Les résultats présentés aujourd'hui reflètent le maintien de la vigueur de notre économie, laquelle est attribuable à une forte croissance de la population et des revenus. Le Nouveau-Brunswick n'a pas connu de croissance dynamique depuis un certain temps. Ces tendances nous ont permis d'accomplir des progrès du côté de la santé financière à long terme du Nouveau-Brunswick.

Nous sommes déterminés à maintenir une gestion budgétaire rigoureuse et prudente en tenant compte de la santé financière à long terme du Nouveau-Brunswick dans toutes les décisions qui sont prises, pas seulement pour aujourd'hui, mais pour les générations futures.

Selon l'Institut C.D. Howe, nous sommes l'un des gouvernements les plus transparents sur le plan budgétaire au pays. Par ailleurs, les agences de notation ont toutes confirmé notre cote de crédit, car nous nous sommes nettement éloignés d'une menace d'abaissement de la notation.

Le service de la dette publique est inférieur à ce qu'il aurait été autrement, situation qui permettra d'atténuer les répercussions des taux d'intérêt à la hausse. Nous avons augmenté les dépenses en soins de santé et nous avons aidé les personnes les plus vulnérables de notre population. Nous nous sommes engagés à construire de nouveaux logements publics appartenant à la province pour la première fois en une génération. De plus, nous avons instauré la prestation d'urgence pour le carburant et la nourriture afin d'offrir une aide financière à cause de l'augmentation du coût de la vie. L'économie du Nouveau-Brunswick s'est rétablie beaucoup plus rapidement que prévu. D'ailleurs, des records ont été établis sur le chapitre de la croissance de la population. Ces facteurs ont largement contribué à l'amélioration des résultats du côté de nos recettes fiscales. De telles observations sont faites ailleurs au pays, les différents gouvernements voyant leurs recettes s'accroître de façon notable.

Malgré les progrès que nous avons accomplis, les défis sont nombreux. Nous devons encore composer avec les effets de la pandémie de COVID-19, l'inflation se situe à un niveau sans précédent en quarante ans, les pénuries de main-d'œuvre persistent, les taux d'intérêt sont en hausse, et le sujet de la récession est de plus en plus invoqué. Il ne s'agit là que de quelques-uns des facteurs que nous devons prendre en considération.

Grâce à notre récent rendement budgétaire, nous sommes mieux en mesure de nous attaquer à ces défis. Nous pouvons procéder à des réductions d'impôt et ainsi permettre aux gens du Nouveau-Brunswick de garder une plus grande part de l'argent qu'ils gagnent durement, tout en procédant à une augmentation stratégique des dépenses dans les secteurs prioritaires.

Nous traversons des moments difficiles, ce qui a été éprouvant pour les gens du Nouveau-Brunswick. Toutefois, nous avons constaté un élan positif et nous devons maintenant nous attaquer aux défis associés à la croissance. Ce présent compte rendu trimestriel permet d'orienter les discussions au sujet de la voie à suivre pour régler les défis devant nous.



L'hon. Ernie L. Steeves
Ministre des Finances et du Conseil du Trésor

Compte rendu financier de 2022-2023

Les prévisions pour l'exercice financier 2022-2023 font état d'un excédent de 774,4 millions de dollars contre un excédent prévu au budget de 35,2 millions de dollars.

Les recettes totales devraient dépasser de 918,1 millions de dollars le montant prévu au budget. Cette amélioration s'explique par une croissance plus forte que prévu de l'économie, de la population et des recettes, ce qui a produit des effets positifs sur l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe de vente harmonisée. Un complément unique du gouvernement fédéral au titre du Transfert canadien en matière de santé visant à éliminer les listes d'attente en chirurgie a contribué à l'augmentation des prévisions relatives aux subventions inconditionnelles.

Les dépenses totales devraient dépasser de 179,0 millions de dollars le montant prévu au budget. Cette hausse est attribuable à des dépenses plus élevées par les ministères de la Santé, de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, de la Justice et de la Sécurité publique, du Développement social ainsi que des Transports et de l'Infrastructure.

Selon les prévisions, la dette nette devrait atteindre 11,7 milliards de dollars, soit 661,7 millions de dollars de moins d'une année à l'autre.

TABLEAU 1
RÉSUMÉ FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice au 31 mars 2023			Du début de l'exercice au 30 septembre 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Recettes.....	11 346,1	12 264,2	918,1	5 548,3	6 198,6	650,3
Dépenses.....	11 310,8	11 489,8	179,0	5 394,6	5 379,7	(14,9)
Excédent (Déficit).....	35,2	774,4	739,2	153,7	818,9	665,2
Dette nette - Fin de l'exercice.....	(12 996,7)	(11 700,9)	1 295,8	(12 777,8)	(11 503,1)	1 274,7

AVIS AU LECTEUR :

Les prévisions et les états financiers sont établis en fonction des renseignements fournis par la direction. Étant donné qu'une prévision financière repose sur des hypothèses concernant des activités à venir, les résultats réels varieront selon l'information présentée. Cette information financière n'a pas fait l'objet d'un examen ni d'une vérification. Les totaux peuvent varier en raison de l'arrondissement.

Aperçu des recettes

Les recettes devraient dépasser de 918,1 millions de dollars le montant budgété. Voici les raisons expliquant les principales variations :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 388,3 millions de dollars en raison du redressement de l'économie. Mentionnons également des cotisations solides en 2021 et une hausse importante des prévisions du revenu imposable des sociétés à l'échelle nationale à partir desquelles les paiements sont établis dans la deuxième estimation officielle.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers sont en hausse de 317,0 millions de dollars en raison d'une économie plus forte, ce qui fait foi d'un renforcement des cotisations de 2021, de l'assiette prévisionnelle ainsi que d'une croissance de la population et des revenus en 2022.
- Les rentrées de taxe de vente harmonisée se sont accrues de 88,0 millions de dollars par rapport aux dernières estimations fédérales, indiquant une prévision plus solide du bassin national de recettes, sur lequel sont fondés les paiements du Nouveau-Brunswick.
- Les subventions inconditionnelles sont en hausse de 54,2 millions de dollars en raison d'un complément fédéral unique visant à éliminer les listes d'attente en chirurgie et des estimations fédérales officielles du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, qui indiquent une part de la population plus élevée.
- Les redevances ont fait un bond de 30,1 millions de dollars en raison de recettes supplémentaires découlant de l'augmentation des taux de redevance sur le bois.
- Les recettes des organismes ont augmenté de 19,4 millions de dollars en raison d'une augmentation des revenus de Casino Nouveau-Brunswick et des projections concernant la loterie, ce qui reflète les bons résultats obtenus depuis le début de l'exercice.
- Les recettes tirées de la vente de biens et de services se sont accrues de 10,1 millions de dollars en raison de recettes accrues provenant de Forest Protection Limited et des droits plus élevés liés au New Brunswick Community College.
- Les subventions conditionnelles ont augmenté de 9,8 millions de dollars en raison du financement accordé dans le cadre des ententes sur le développement du marché du travail et de la main-d'œuvre et du Fonds pour la sécurité des soins de longue durée. Ce montant est partiellement compensé par la date de constatation des recettes en vertu de l'Accord Canada-Nouveau-Brunswick sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et du projet pilote sur les aînés en santé.
- Les recettes du compte de capital sont en hausse de 8,6 millions de dollars, principalement en raison des modifications au calendrier des grands projets fédéraux.
- Les rentrées de taxe sur le transfert de biens réels se sont accrues de 6,0 millions de dollars en raison d'une augmentation de la valeur moyenne des transactions.

- Les rentrées de taxe sur les primes d'assurance ont augmenté de 5,0 millions de dollars en raison d'une hausse plus élevée que prévu des polices souscrites dans le secteur de l'assurance.
- Les recettes provenant des organismes de services spéciaux ont diminué de 9,4 millions de dollars, principalement en raison d'une baisse des demandes de financement dans le cadre de l'Entente bilatérale intégrée à cause de projets en retard, situation qui a été partiellement compensée par un transfert fédéral unique pour les transports publics et le logement et une augmentation des réclamations dans le cadre du Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone.
- Les rentrées de taxe sur le tabac ont diminué de 9,0 millions de dollars à cause de volumes de ventes moins élevés que prévu.

Aperçu des charges

Les charges totales devraient dépasser le budget de 179,0 millions de dollars. Voici les raisons expliquant les principales variations :

- Le ministère de la Santé devrait dépasser le budget de 81,1 millions de dollars, principalement en raison de coûts supérieurs aux prévisions du programme des services de santé associés à la poursuite de la réponse globale à la pandémie de COVID-19, ce qui comprend des centres d'évaluation et des tests de dépistage, ainsi qu'en raison des coûts de fonctionnement plus élevés en lien avec le carburant, les fournitures et le prix des matériaux dans les régies régionales de la santé.
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail devrait dépasser le budget de 57,5 millions de dollars, principalement en raison du report de fonds fédéraux dans le programme TravailNB et de l'augmentation des coûts de la Direction des affaires postsecondaires attribuable à la hausse des taux d'intérêt.
- Les charges au compte de capital dépassent le budget de 22,8 millions de dollars, principalement en raison des dépenses en capital supplémentaires pour les travaux publics et les infrastructures, ainsi que des coûts liés à l'entente conclue avec le gouvernement fédéral pour le Fonds pour la sécurité des soins de longue durée.
- Le ministère des Transports et de l'Infrastructure dépasse le budget de 15,9 millions de dollars, principalement à cause de l'augmentation des coûts de fonctionnement des programmes d'entretien et des services de traversiers liés au carburant, à l'énergie et au prix des matériaux.
- Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique dépasse le budget de 12,7 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des coûts engagés pour le contrat de services de police et pour les coûts de fonctionnement accrus des Services d'inspection et d'application de la loi et des Services en établissements pour adultes.
- Le ministère du Développement social dépasse le budget de 9,8 millions de dollars, principalement en raison de la prestation d'urgence pour le carburant et la nourriture.

- Il y a eu un dépassement de budget de 8,3 millions de dollars par les autres organismes, principalement en raison d'une activité en hausse associée à plusieurs entités consolidées.
- Les charges au compte à but spécial dépassent le budget de 4,8 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des coûts associés à la modernisation des immobilisations pour les ensembles de logements à but non lucratif destinés aux aînés et des coûts de projet supplémentaires dans le cadre du Fonds pour le service d'urgence 911 du Nouveau-Brunswick.
- Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance dépasse le budget de 4,1 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des coûts dans les districts scolaires en lien avec les enseignants supplémentaires nécessaires pour répondre à une forte hausse du nombre d'élèves et un accroissement considérable des coûts du carburant destiné aux autobus. Ces coûts sont en partie compensés par des dépenses plus basses que prévu dans le cadre de l'Accord Canada–Nouveau-Brunswick sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants conclu avec le gouvernement fédéral.
- Les charges de la Société de développement régional sont inférieures au budget de 14,1 millions de dollars, principalement en raison de retards dans les projets.
- Les charges pour le service de la dette publique sont inférieures au budget de 25,0 millions de dollars, principalement en raison d'une hausse des revenus nets de placement à court terme et d'économies supérieures projetées dans le programme d'emprunt dans son ensemble.

Résultats réels du deuxième trimestre

Les résultats réels du deuxième trimestre indiquent un excédent de 818,9 millions de dollars contre un excédent trimestriel de 153,7 millions prévu au budget.

- La différence entre l'excédent réel du deuxième trimestre et l'excédent prévu est attribuable à des facteurs comme les tendances saisonnières des recettes et des charges et la date de constatation de telles recettes et charges.
- Sur une base réelle depuis le début de l'exercice, les recettes dépassent de 650,3 millions de dollars le budget du deuxième trimestre, principalement en raison de recettes fiscales provinciales plus élevées et de la date de constatation des subventions fédérales.
- Les charges réelles totales pour le trimestre sont inférieures de 14,9 millions de dollars au budget du deuxième trimestre, principalement en raison d'une diminution des charges depuis le début de l'exercice pour le service de la dette publique et le ministère du Développement social, ainsi qu'en raison de charges moins élevées quant à l'amortissement et au compte à but spécial. Cette diminution est partiellement compensée par une hausse des dépenses depuis le début de l'exercice pour Éducation et Développement de la petite enfance et d'autres organismes.

TABEAU 2
COMPTE RENDU FINANCIER DE LA PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 septembre 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Recettes						
Compte ordinaire.....	10 764,2	11 680,0	915,9	5 311,1	5 948,7	637,6
Compte de capital.....	44,4	53,0	8,6	12,3	19,3	7,0
Compte à but spécial.....	127,7	128,9	1,3	49,3	53,0	3,7
Organismes de services spéciaux.....	202,1	192,7	(9,4)	71,7	73,4	1,7
Gains du fonds d'amortissement.....	207,7	209,5	1,8	103,9	104,2	0,3
Recettes totales.....	11 346,1	12 264,2	918,1	5 548,3	6 198,6	650,3
Dépenses						
Compte ordinaire.....	10 236,3	10 384,7	148,4	4 955,4	4 960,0	4,6
Compte de capital.....	134,2	157,0	22,8	64,3	75,8	11,5
Compte à but spécial.....	144,6	149,4	4,8	45,8	32,9	(12,9)
Organismes de services spéciaux.....	221,2	221,8	0,6	45,0	40,0	(5,0)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	574,6	576,9	2,3	284,1	271,0	(13,1)
Dépenses totales.....	11 310,8	11 489,8	179,0	5 394,6	5 379,7	(14,9)
Excédent (Déficit).....	35,2	774,4	739,2	153,7	818,9	665,2

TABEAU 3
L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 septembre 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Dettes nettes - Début de l'exercice.....	(12 981,2)	(12 362,6)	618,6	(12 981,2)	(12 362,6)	618,6
Changements durant l'exercice						
Excédent (Déficit).....	35,2	774,4	739,2	153,7	818,9	665,2
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(625,3)	(689,5)	(64,3)	(234,4)	(230,4)	4,0
Amortissement des immobilisations corporelles.....	574,6	576,9	2,3	284,1	271,0	(13,1)
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	(15,5)	661,7	677,2	203,4	859,5	656,1
Dettes nettes - Fin de l'exercice.....	(12 996,7)	(11 700,9)	1 295,8	(12 777,8)	(11 503,1)	1 274,7

La dette nette au début de l'exercice a été mise à jour afin de tenir compte de la dette nette en fin d'exercice qui a été publiée dans les états financiers consolidés de 2021-2022 (Compte publics - Volume I).

TABEAU 4
RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 septembre 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Taxes et impôts						
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 954,0	2 271,0	317,0	982,0	1 218,1	236,1
Impôt sur le revenu des sociétés.....	486,7	875,0	388,3	244,8	531,6	286,8
Taxe sur les minéraux métalliques.....	1,0	0,0	(1,0)	0,5	0,0	(0,5)
Impôt foncier provincial.....	571,0	567,0	(4,0)	285,0	280,1	(4,9)
Taxe de vente harmonisée :						
déduction faite du crédit.....	1 774,5	1 862,5	88,0	890,6	946,6	56,0
Taxe sur l'essence et les carburants.....	202,5	201,5	(1,0)	104,6	101,0	(3,6)
Taxe sur les produits émetteurs de carbone.	170,0	170,0	0,0	84,7	89,0	4,3
Taxe sur le tabac.....	110,0	101,0	(9,0)	60,7	52,2	(8,5)
Taxe sur le pari mutuel.....	0,5	0,5	0,0	0,3	0,3	0,0
Taxe sur les primes d'assurance.....	70,0	75,0	5,0	29,7	32,0	2,3
Taxe sur le transfert de biens réels.....	45,0	51,0	6,0	24,7	32,8	8,1
Taxe sur le capital des corporations financières.....	24,0	24,0	0,0	12,0	9,4	(2,6)
Droit sur le cannabis.....	12,0	12,0	0,0	6,0	6,4	0,4
Pénalités et intérêts.....	17,5	16,0	(1,5)	9,9	7,7	(2,2)
	5 438,7	6 226,5	787,8	2 735,5	3 307,2	571,7
Produits de placements.....	265,1	266,3	1,2	80,2	60,3	(19,9)
Licences et permis.....	165,1	164,7	(0,4)	93,6	95,8	2,2
Vente de biens et services.....	489,1	499,1	10,1	239,7	286,0	46,3
Redevances.....	70,3	100,4	30,1	21,5	21,4	(0,1)
Recettes des organismes.....	184,4	203,8	19,4	92,2	104,7	12,5
Amendes et peines.....	6,8	6,8	0,0	3,4	2,4	(1,0)
Recettes diverses.....	74,1	77,9	3,8	37,7	25,5	(12,2)
Total - recettes de provenance interne.....	6 693,6	7 545,5	851,9	3 303,8	3 903,3	599,5
Subventions inconditionnelles - Canada						
Paiements de péréquation.....	2 360,0	2 360,0	0,0	1 180,0	1 180,0	0,0
Transfert canadien en matière de santé.....	934,2	985,0	50,8	467,1	493,4	26,3
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	329,4	332,7	3,4	164,7	166,7	2,0
Autres.....	1,9	1,9	0,0	0,9	0,9	0,0
	3 625,4	3 679,6	54,2	1 812,7	1 841,0	28,3
Subventions conditionnelles - Canada.....	460,0	469,7	9,8	202,0	212,3	10,3
Total - subventions du Canada.....	4 085,4	4 149,3	63,9	2 014,7	2 053,3	38,6
Total partiel.....	10 779,0	11 694,8	915,8	5 318,5	5 956,6	638,1
Opérations intercomptes.....	(14,9)	(14,8)	0,1	(7,4)	(7,9)	(0,5)
Recettes au compte ordinaire.....	10 764,2	11 680,0	915,9	5 311,1	5 948,7	637,6

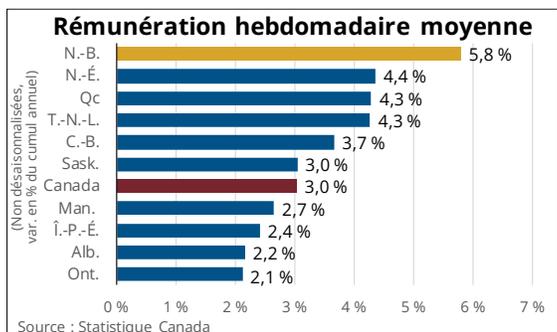
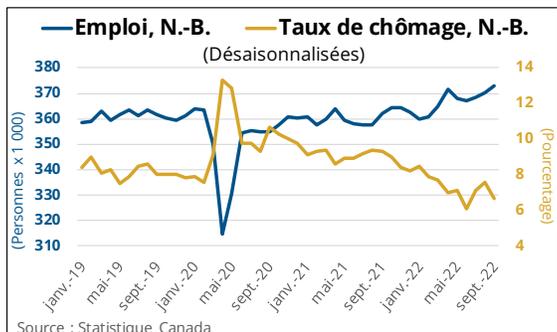
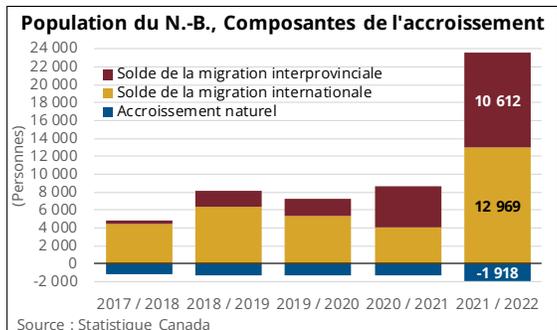
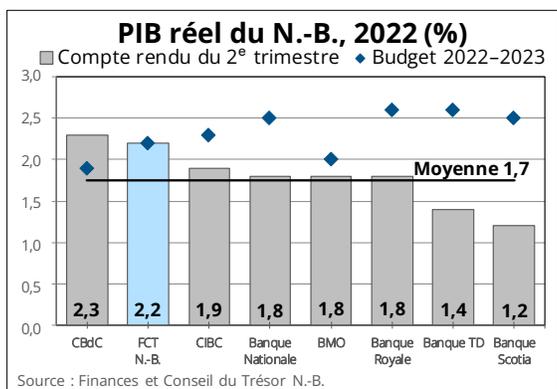
TABLEAU 5
CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 septembre 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
MINISTÈRE						
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	45,5	45,5	0,0	14,1	13,7	(0,4)
Assemblée législative.....	36,4	36,4	(0,1)	15,4	13,8	(1,6)
Autres organismes.....	403,7	412,0	8,3	203,4	231,4	28,0
Bureau du Conseil exécutif.....	15,4	15,8	0,4	7,7	8,2	0,5
Cabinet du premier ministre.....	1,5	1,4	(0,1)	0,8	0,7	(0,1)
Développement social.....	1 467,6	1 477,4	9,8	745,0	732,0	(13,0)
Éducation et Développement						
de la petite enfance.....	1 572,6	1 576,7	4,1	702,2	731,9	29,7
Éducation postsecondaire, Formation						
et Travail.....	656,4	713,9	57,5	352,0	357,7	5,7
Environnement et Gouvernements						
locaux.....	167,7	169,7	2,0	84,5	83,2	(1,3)
Finances et Conseil du Trésor.....	29,8	29,8	0,0	14,6	14,6	0,0
Gouvernement général.....	1 054,9	1 050,0	(4,9)	513,2	505,3	(7,9)
Justice et Sécurité publique.....	314,3	327,0	12,7	154,0	148,9	(5,1)
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	55,1	54,9	(0,2)	20,5	15,5	(5,0)
Ressources naturelles						
et Développement de l'énergie.....	101,7	103,2	1,5	55,5	54,8	(0,7)
Santé.....	3 239,4	3 320,5	81,1	1 561,1	1 559,9	(1,2)
Service de la dette publique.....	634,0	609,0	(25,0)	317,0	290,4	(26,6)
Société de développement régional.....	50,6	36,6	(14,1)	12,7	7,4	(5,3)
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	68,7	68,7	0,0	43,8	40,4	(3,4)
Transports et Infrastructure.....	349,9	365,8	15,9	152,3	159,9	7,6
Total partiel.....	10 265,2	10 414,3	149,1	4 969,8	4 969,7	(0,1)
Investissement dans les						
immobilisations corporelles.....	(12,7)	(13,4)	(0,7)	(6,3)	0,0	6,3
Opérations intercomptes.....	(16,3)	(16,2)	0,1	(8,1)	(9,7)	(1,6)
Charges au compte ordinaire.....	10 236,3	10 384,7	148,4	4 955,4	4 960,0	4,6

TABLEAU 6
DÉPENSES EN CAPITAL
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 septembre 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
MINISTÈRE						
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	0,5	0,3	(0,2)	0,5	0,2	(0,3)
Développement social.....	12,0	24,7	12,7	2,2	2,0	(0,2)
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1,7	1,7	0,0	1,4	0,9	(0,5)
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	2,0	2,0	0,0	1,8	1,5	(0,3)
Environnement et Gouvernements locaux.....	1,0	1,0	0,0	0,6	0,1	(0,5)
Ressources naturelles et Développement de l'énergie.....	7,9	2,0	(5,9)	2,9	0,8	(2,1)
Santé.....	27,1	27,1	0,0	0,0	0,2	0,2
Société de développement régional.....	35,0	35,0	0,0	33,0	33,0	0,0
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	9,0	11,7	2,6	4,5	2,9	(1,6)
Transports et Infrastructure.....	650,6	727,7	77,1	245,5	264,6	19,1
Total partiel.....	746,8	833,1	86,3	292,4	306,2	13,8
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(612,6)	(676,1)	(63,5)	(228,1)	(230,4)	(2,3)
Dépenses au compte de capital.....	134,2	157,0	22,8	64,3	75,8	11,5

Compte rendu économique de 2022



Perspectives économiques du Nouveau-Brunswick		
	Budget	Revisées
PIB réel	2,2	2,2
PIB nominal	6,2	8,7
Revenu primaire des ménages	4,4	6,5
Population	0,9	2,7
Population active	0,8	0,2
Emploi	1,4	1,9
Taux de chômage (%)	8,5	7,5
Indice des prix à la consommation	3,9	7,2

Sources : Statistique Canada, Finances et Conseil du Trésor N.-B.
Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 28 octobre 2022

- Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale devrait ralentir et passer à 3,2 % en 2022 en raison de la hausse de l'inflation, du durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des effets persistants de la pandémie de COVID-19.

- Selon l'U.S. Bureau of Economic Analysis, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel des États-Unis a augmenté de 2,6 % au troisième trimestre de 2022. Le FMI prévoit que les États-Unis enregistreront une croissance du PIB réel de 1,6 % pour l'année.

- Selon Statistique Canada, le PIB réel du Canada a connu une accélération, augmentant de 4,6 % au deuxième trimestre de 2022 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Toutefois, les prévisions de la Banque du Canada, qui entrevoit une croissance de 3,3 %, représentent un ralentissement, alors que l'année tire à sa fin.

- Le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime que l'activité économique au Nouveau-Brunswick augmentera de 2,2 % en 2022, soit au-dessus de la moyenne de 1,7 % selon les prévisionnistes du secteur privé.

- En date du 1^{er} juillet 2022, la population du Nouveau-Brunswick a atteint un niveau record, s'établissant à 812 061 habitants, soit une hausse de 2,7 % (21 663 habitants de plus) par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la plus forte croissance démographique enregistrée à ce jour. Cet accroissement est attribuable au fait que le solde migratoire international ait plus que triplé en un an ainsi qu'à l'augmentation du solde migratoire interprovincial pour une sixième année consécutive.

- Avec l'atteinte d'un niveau record en septembre 2022, l'emploi au Nouveau-Brunswick a augmenté de 2,2 % depuis le début de l'année, alimenté par des gains importants du côté des emplois à temps plein (14 100 emplois de plus).

- Quant à lui, le taux de chômage a reculé de 2,1 points de pourcentage, s'établissant à 7,4 %, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des neuf premiers mois de l'année selon des données comparables.

- Il y avait 15 385 postes vacants au cours de la première moitié de 2022, soit 27,8 % de plus qu'au cours de la même période de l'année précédente.
- La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne au Nouveau-Brunswick a continué de surpasser celle des autres provinces, avec une hausse de 5,8 % depuis le début de l'année.
- L'investissement en construction de bâtiments au Nouveau-Brunswick a fait un bond de 8,9 % de janvier à août 2022, passant à 2,1 milliards de dollars, hausse attribuable à des gains dans l'investissement résidentiel (+12,3 %).
- Alimenté par des hausses dans la construction d'immeubles à logements collectifs, le nombre de mises en chantier effectuées depuis le début de l'année au Nouveau-Brunswick s'est accru de 25,4 % en 2022 par rapport à 2021, totalisant ainsi 3 424 logements. Il s'agit du plus haut niveau enregistré pour les trois premiers trimestres de l'année depuis 1983.
- Les ventes au détail provinciales ont augmenté de 7,7 % depuis le début de l'année. À l'exclusion des ventes dans les stations-service, les ventes au détail ont connu une augmentation plus modeste de 4,2 %.
- Les exportations et les ventes des fabricants se sont accrues de 36,1 % et de 35,5 % respectivement de janvier à août 2022 par rapport à l'année précédente, alors que les hausses du prix des produits de base et de la demande des consommateurs ont continué à faire croître les volumes de ventes.
- Depuis le début de l'année, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 7,4 % en 2022 par rapport à la même période l'année dernière, ce qui constitue le troisième taux de croissance le plus élevé parmi les provinces. Une croissance des prix a été enregistrée dans toutes les composantes majeures, les plus fortes hausses ayant été observées pour les transports (+14,7 %), les aliments (+9,0 %) et le logement (+6,6 %).

TABLEAU 7
INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK
(au 28-oct.-2022)

Indicateurs	Depuis le début de l'exercice			Période de référence De janvier à :
	2021	2022	Variation (%)	
Population active (x 1 000).....	397,5	397,4	0,0 %	septembre
Emploi (x 1 000).....	359,8	367,7	2,2 %	septembre
Chômage (x 1 000).....	37,6	29,6	-21,3 %	septembre
Taux d'activité (%).....	61,2	60,1	...	septembre
Taux d'emploi (%).....	55,4	55,6	...	septembre
Taux de chômage (%).....	9,5	7,4	...	septembre
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)......	1 004,11	1 062,30	5,8 %	août
Commerce de détail (M\$).....	9 861,2	10 620,7	7,7 %	août
Indice des prix à la consommation (2002=100).....	140,9	151,3	7,4 %	septembre
Mises en chantier (unités).....	2 730	3 424	25,4 %	septembre
Investissement en construction de bâtiments résidentiels (M\$).....	1 501,2	1 685,1	12,3 %	août
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels (M\$).....	421,9	409,8	-2,9 %	août
Ventes des fabricants (M\$).....	14 023,3	19 003,7	35,5 %	août
Exportations internationales (M\$).....	10 012,4	13 622,7	36,1 %	août

... N'ayant pas lieu de figurer
Source : Statistique Canada